

Les allocataires sociaux veulent une vie privée



© ELO - F. COLLET / MEXCI

NAMUR

Plusieurs associations défendant les allocataires sociaux isolés estiment les visites domiciliaires abusives. Elles ont manifesté ce lundi au parlement de Wallonie.

PAGE 15

Vers D'AVENIR 18/10/2021



RIS la présence éventuelle d'un conjoint, ami ou enfant qui n'est pas domicilié à cette adresse. « Dans des rapports, des assistants sociaux n'hésitent pas à indiquer qu'ils ont visité les chambres, salles de bains, ouvert les garde-robes et frigos, constaté un lit de deux personnes avec deux tables de nuit et des vêtements du sexe opposé. Les personnes qui subissent ces pratiques d'un autre âge se sentent humiliées », raconte Freddy, militant de l'Association de défense des allocataires sociaux.

Les pauvres et leurs défenseurs ont arboré des silhouettes transparentes, symboles de leur sentiment de déshumanisation. Ils se sentent violés dans leur vie privée avec l'inspection de leurs comptes, de leurs courses, de leurs relations, de leur quotidien. « La déshumanisation des pauvres passe par des intrusions dans nos vies privées, des étiquettes qui nous collent à la peau. La vie en famille, quand on est en pauvreté, n'est plus un droit, une possibilité, un choix. Tout le monde s'en mêle » affirme une militante de l'association namuroise Lutte Solidarité Travail.

Dans tous ces discours, c'est aussi le pouvoir de l'arbitraire qui saute aux yeux. « Trop de choses dépendent de la personnalité des assistants sociaux, continue Monique, lors d'un rendez-vous pour une prostituée qui voulait quitter sa profession et bénéficier du RIS, nous entendions de la salle d'attente un employé du CPAS faire la morale à tous les bénéficiaires. Il les enguirlandait, c'était effrayant. La personne que j'accompagnais était pétrifiée. Par chance, elle est tombée sur une personne charmante, qui l'a aidée sans juger. Ce n'est pas normal, son avenir dépend de son interlocuteur. »

À la fin de l'action, tous les pauvres et leurs silhouettes transparentes se sont volatilisés. En quelques minutes, ils sont redevenus invisibles.

FLORENT MAROT

Une petite centaine de personnes étaient présente pour témoigner de ce qu'est la pauvreté au quotidien.

Les pauvres veulent une vie privée

Le 17 octobre, c'est la Journée mondiale du refus de la misère. Ce lundi, les personnes dans la précarité et leurs défenseurs ont pris la parole au parlement wallon.

NAMUR

Jusque dans les années 60, l'hospice Saint-Gilles accueillait des vieillards démunis, hommes et femmes, toute l'année. Aujourd'hui, les pauvres de tout âge sont invités, une fois par an et durant une demi-heure seulement, dans la cour de ce qui est devenu un symbole de décision et de démocratie, le parlement de Wallonie. Durant cette demi-heure, ils enrichissent le lieu de leurs témoignages, toujours consternants, et qui forment le panorama de ce qu'est la pauvreté contemporaine.

Sous les ponts

Le logement, la cohabitation et la vie privée étaient au cœur des témoignages de ce lundi. Comme celui de Constantin, Rom et Roumain, qui a vécu 4 ans avec

sa femme et ses quatre enfants sous un pont. « C'était dur, difficile de trouver des sanitaires, pour se laver, cuisiner, manger. C'était difficile pour les enfants d'aller à l'école, de faire les devoirs, porter des vêtements propres, se laver. Et dans ces conditions, ce n'est pas possible de trouver du travail. J'étais obligé de mendier. »

Pendant toutes ces années, Constantin a rencontré une somme d'associations et d'assistants sociaux. En vain : en tant que citoyen de l'Union Européenne, il n'a pas droit à grand chose. Jusqu'il y a deux ans, quand le Centre de médiation et le Fond wallon du logement ont trouvé une bouée de sauvetage pour la famille roumaine. Un chez-soi, tout simplement, et surtout la base pour un nouveau départ. « Ça a changé notre vie. Une cuisine, une salle de bains, nous sommes au chaud. Les enfants

peuvent aller à l'école, ils réussissent très bien. »

Cohabitation malsaine

L'exemple est souvent partagé ce lundi matin d'un jeune amour naissant mais contraint. Deux personnes se rencontrent, mais n'osent pas vivre sous le même toit. Pas par peur des sentiments ou de l'autre, mais pour une raison financière. « Si une personne inscrite au Revenu d'intégration sociale se met en cohabitation avec quelqu'un qui gagne plus de 1364 € par mois, alors elle est privée du RIS et devient financièrement dépendante de l'autre. C'est intenable, raconte Monique, membre de l'association ATD Quart Monde Pays des Vallées, dans le sud de la province namuroise. La cohabitation devient un moyen de faire des économies sur le dos des plus pauvres. »

Ces réglementations sur la cohabitation provoquent

des conséquences sociales. Les associations de lutte contre la pauvreté observent un nombre croissant de personnes isolées parmi les bénéficiaires du RIS. Celles-ci doivent cacher leurs relations amoureuses pour éviter de perdre un revenu indispensable. Se mettre en ménage est soit un délit, soit une perte d'indépendance.

Le contrôle à l'improviste

Les institutions publiques en ont pris pour leur grade. En première ligne, des assistants sociaux, perçus par les pauvres comme le visage des lois qu'ils estiment déshumanisantes. Au sommet de l'intrusion dans la vie privée, figurent les visites domiciliaires. À l'improviste, toujours, ou en l'absence des habitants dans de rares cas, des contrôleurs passent vérifier chez les bénéficiaires du



LES IMBÉCILES SE RECONNAÎTRONT

Dans le plus pur style Eerdekens La photo date d'une ancienne colère du bourgmestre d'Andenne, Claude Eerdekens (PS). Mais elle peut aussi illustrer sa plus récente montée de fiel mêlée d'adrénaline.

Le bouillant mayor vient d'écrire (avec son collègue, mais Andenne, c'est surtout lui) au Premier ministre, ainsi qu'aux responsables de la Région wallonne et de la Fédération Wallonie-Bruxelles, afin de leur suggérer vigoureusement d'avoir le courage politique de rendre le vaccin Covid obligatoire. Au passage, il a illustré son propos à sa manière, à des confrères, annonçant fort peu diplomatiquement qu'il « en a marre des imbéciles ». Les réfractaires à la piqûre, d'Andenne et d'ailleurs. Il est quand même formidable, et assez unique dans son style!



© CDA - FLORENT MAROT

FAUT FRAUDER GROS, PAS PETIT !

Des moyens pour traquer les pauvres, par pour les Pandora Papers

Lundi passé, des pauvres, que l'on décrit souvent pudiquement comme des « personnes dans la précarité » sont venus au parlement wallon, expliquer ce qu'est leur vie de misère... Ça valait le coup d'entendre leurs témoignages, parfois assez incroyables quand on ne se trouve pas dans leur situation. Exemple : la chasse à une fraude sociale qui permet à certains de survivre : vivre ensemble et mutualiser les coûts malgré son statut de personne isolée. La cohabitation, cela a pour conséquence des allocations revues à la baisse, donc quand on cohabite en *stoem*, il faut faire gaffe. Car on peut être traqué. On le lit dans des rapports d'assistants sociaux qui ont fouillé dans des garde-robes, des frigos ou des salles de bains pour prouver une « abominable » fraude qui n'a pourtant de motif que la survie dans un minimum de dignité. On les plaint de faire cet abominable boulot. C'est tout simplement à vomir, quand on voit les moyens consacrés à la grande fraude, celle des Panama Papers ou Pandora Papers : rien ou presque, là où on parle de milliards éludés.